

ps.  
l-  
ps.

na  
vec  
en-  
rise  
. Et  
gné  
bles  
on-  
sé-  
500  
ion  
po-  
ati-  
vec  
on-  
iti-  
Fé-  
ent  
aux  
des  
ter  
ra-  
ôté  
re-  
ri-  
m-  
nis  
io-  
sa-  
ri-  
m-



Le cortège a pris la rue Georges-Clemenceau avant de rejoindre les bureaux de la direction de la Poste. Photo DDM, Roger Garcia.

**Société.** Le 3 octobre, les Audois sont invités à voter dans les mairies, les foyers, sur le statut de la Poste.

# 300 personnes mobilisées pour le référendum postal

Il y a fort à parier que la réponse au référendum du 3 octobre sera un « NON » massif au changement de statut de la Poste. L'important n'est pas tant le résultat du scrutin mais dans la mobilisation. Le rassemblement organisé hier après-midi devant la gare par les principales organisations syndicales de la Poste (FO, CGT et Sud) avait pour principal objectif de mobiliser les responsables politiques, syndicaux mais également l'usager lambda à se rendre massivement dans les bureaux de vote qui seront ouverts ce jour-là. Pierre Marquier, secrétaire général adjoint FO section Poste, résume en quelques mots l'enjeu de ce scrutin.

« Nous voulons éviter de faire un France Télécom bis et nous devons faire en sorte que soient maintenus les services publics en zone rurale ». Si l'initiative du référendum revient à FO, la CGT n'est pas restée sur le bord du chemin. « Au plan national Jean-Marc Nondédéo, nous avons déjà adressé une pétition signée par 400 000 personnes à la direction de la Poste. Dans le département de l'Aude, 4 000 usagers l'ont signée. » Ce qui fait dire au représentant syndical que l'on doit compter le 3 octobre sur au moins 40 000 votants dans le département ». Soutenue par la Coordination départementale de défense des services de la poste, l'action syndicale

s'est donc voulue pédagogique. Le porte-parole de la Coordination, Philippe Rappeneau, croit encore possible à un revirement gouvernemental. « Aujourd'hui, rappelle-t-il, plus de 150 communes dans le département nous ont apporté leur soutien et organiseront le scrutin ». Et de rappeler que la suppression des services postaux en zone rurale accélère encore la désertification. « Si nous n'y prenons pas garde, ajoute encore le maire de Douzens, ce changement de statut aura des conséquences dramatiques pour nos postiers. Mais si Nicolas Sarkozy ne veut pas entendre les citoyens, il appartient au peuple français de se prononcer sur ce changement

de statut ». Et les élus de gauche ne sont pas les seuls à s'y opposer. Des élus de droite s'apprennent aussi à fournir des moyens électoraux pour que leurs administrés s'expriment. En attendant, plusieurs élus de la ville (Jean-Claude Pérez, Henry Garino, Michel Molhéat, Amandine Carrazoni...) tout comme Eric Andrieu et Didier Cordoniou se sont joints au cortège qui a traversé la ville par la rue Georges-Clemenceau avant de rejoindre les locaux de la direction de la Poste. Mais ce soutien de circonstance, du moins pour les deux derniers, n'a pas échappé à quelques commentaires syndicaux.

23/9/9 B.H.

nt  
en-  
a-  
tte  
a-  
é-  
a-  
r-  
en  
in  
in  
es  
n-  
de